





de l'Empire, ainsi que les documents diplomatiques embrassant les négociations politiques et commerciales suivies pendant le cours de l'année dernière (1).

Le duc de Prusse vient d'adopter, à une grande majorité, les propositions de M. Schulte Heiligh, tendant à abroger les lois prussiennes relatives aux coalitions ouvrières.

Les délégués de la jeune république ont été admis à présenter au roi d'Italie l'ambassadeur de Sardaigne, Victor-Emmanuel a exprimé la disposition des Italiens de bouter bienveillamment pour cette ville.

(Bulletin du 26 février.)

Les documents relatifs aux affaires étrangères, qui ont été soumis aux grands corps de l'Etat, embrassent une série de dépêches diplomatiques ayant trait aux affaires des duchés de l'Elbe, de l'Italie et de Rome, de l'annexion des îles Ioniennes à la Grèce, des Principautés-Unies du Danube, de Syrie, de l'Asie Mineure et de Tunis et enfin du Japon. L'exposé qui les renferme contient, en outre, les pièces relatives aux nombreuses et importantes négociations commerciales qui ont eu lieu avec l'Allemagne, la Suisse et les royaumes-unis de Suède et de Norvège, ainsi qu'à celles qui viennent de s'ouvrir avec les villes hanséatiques. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les appréciations placées en tête de cette partie de l'exposé de la situation : « L'année 1864 marque comme l'une des plus fécondes en résultats, après celle qui a signalé notre grande réforme économique. Sur toute l'étendue de la frontière du nord et de l'est de l'empire, les barrières de douanes d'abattent successivement, et des tarifs conventionnels modérés viennent substituer aux prohibitions. Il est donc permis de prévoir le moment où pourront se développer dans l'Europe entière les bienfaisants effets d'un régime uniformément libéral. »

Les délégués du Mexique signalent une série d'opérations militaires dirigées contre la ville d'Orizaba, par le maréchal Bugeo à l'effet d'investir de manière à se rendre maître des troupes qui la défendent sous les ordres de Porfirio Diaz. Les troupes françaises ont rencontré des difficultés extraordinaires pour transporter le matériel d'artillerie par suite de l'absence de routes. Le maréchal comte de Baz a, en chef, le fort de l'empire, l'opération mise aux mains des Indiens à secourir de tous leurs efforts les officiers du génie. Notre armée a été accueillie par les indigènes aux cris de *Vive Napoleon III* ! *vive la France* ! Les détachements de volontaires belges continuent à arriver. L'état sanitaire est excellent sur tous les points.

Le compte-rendu des recettes et des dépenses pour la marine britannique, pendant l'année budgétaire qui a expiré au 31 mars dernier, a été soumis au parlement. La somme allouée était de 10,736,032 liv. st., auxquelles il faut ajouter une balance de 506,436 liv. st., provenant du crédit voté pour la guerre de Chine. La dépense s'est élevée à 10,746,177 liv. st., laissant un excédant de 190,359 liv. st.

(Bulletin du 26 février.)

Dans la séance de la chambre des députés du 18 février, le ministre des finances d'Autriche, M. de Pinner, a déposé le budget de 1865 en demandant un prompt examen. C'est la première fois que le budget sera ainsi voté avant l'ouverture de l'exercice. Le déficit total s'élève à 39 millions et demi de florins, dont 16 millions et demi pour l'amortissement de la dette.

Les dépêches d'Amérique signalent une série de mouvements militaires qui font pressager une prochaine et active reprise des hostilités. Des forces considérables paraissent avoir été mises par le gouvernement de Washington à la disposition de Grant, devant Richmond, et de Sherman, devant Charleston. Ce dernier général s'annonce contre cette dernière place en détruisant tout sur son passage. Les confédérés, de leur côté, auraient pu, dit-on, une résolution importante, mais déjà annoncée plusieurs fois sans avoir été mise à exécution : se servir d'armes contre mille esclaves et de les incorporer dans les rangs des troupes blanches. Le bruit courait, en outre, que les séparatistes avaient évacué Mobile. Si cette nouvelle est vraie, Richmond et qui consistent à abandonner toutes les villes de la côte, dont la défense exige de nombreuses garnisons, pour opérer une concentration par grandes masses de toutes les forces de la Confédération.

(Bulletin du 26 février.)

L'Association générale des ouvriers de Turin a voté avant-hier une adresse au roi, qui exprime ses sentiments de dévouement à la dynastie de Savoie. Le roi a visité Pise, où la population l'a accueilli avec des démonstrations d'enthousiasme.

La Diète du grand-duché de Saxe-Weimar a adopté, par 265 voix contre 3, une motion tendant à l'abolition de la peine de mort. Les derniers courriers de la Nouvelle-Zélande annoncent la formation d'un nouveau cabinet qui propose à la métropole de la décharger du soin d'envoyer ses troupes dans la colonie, à la condition que le gouvernement local assure la direction de la guerre contre les indigènes.

La réce de Paysandú, dans l'Uruguay, est confirmée. La ville n'a été envahie qu'après 50 heures de résistance. Après cet avantage, l'armée brésilienne, forte de 62,000 hommes environ, s'est mise en marche vers Montevideo.

(Bulletin du 26 février.)

Le maréchal Narvaez a communiqué aux courtes espagnoles un projet de loi relatif à l'abolition fait par le roi, le plus grand patrimoine de son patrimoine au profit de l'Etat. On évaluait à 600 millions de réaux le produit de la vente des domaines privés auxquels Sa Majesté a ainsi renoncé spontanément dans le but de venir en aide au trésor public. L'annonce de ces actes de désintéressement et de patriotisme a été accueillie par les plus vifs applaudissements de la chambre. Les députés ayant été nommés pour aller remercier le roi, un grand nombre de membres de l'assemblée s'y sont joints spontanément.

Les séances du 20 février à la chambre des lords d'Angleterre a été entièrement consacrée à une discussion sur les affaires du Canada. L'opposition, après avoir exprimé ses inquiétudes sur l'attitude prise par le gouvernement de Washington dans ses rapports avec la colonie, a été plainte que le Canada n'ait pas été mis dans un état de défense satisfaisant. Les ministres ont répondu en exprimant le regret que des doutes eussent été émis sur les dispositions courtoises des Etats-Unis. Ils ont ajouté que le budget de cette année propose un crédit de 50,000 liv. st. pour les fortifications de Québec, qui en outre

on n'occupe de veiller à la sûreté des points importants du Canada occidental, et qu'enfin la colonie, qui, jusqu'à l'année dernière, avait refusé de prendre des mesures défensives, a décidé une conscription de quatre-vingt mille hommes de la milice.

La nouvelle de la nomination du général Les, en qualité de commandant en chef des armées confédérées a été accueillie avec de telles acclamations par l'armée séparatiste à Petersburg, que les fédéraux ont cru à une attaque et ont engagé la canonnade.

(Bulletin du 26 février.)

Les journaux italiens constatent l'impression de vive satisfaction qu'a produite à Turin la nouvelle que le roi avait le projet de visiter prochainement cette ville, où constamment s'agissent des affaires de mouvement et de loyauté, et la population ouvrière s'associe avec empressement à ces démonstrations. Un télégramme annonce que Sa Majesté arrivera le 23 février à Turin. La garde nationale est convoquée.

Le budget de la guerre pour l'année 1865-1866 vient d'être publié par le gouvernement britannique. Il se monte à 11,345,447 livres sterling, chiffre qui accuse une diminution de 485,641 livres sterling sur les dépenses de l'année dernière. Le budget de la marine a également subi une réduction de 316,977 livres sterling.

Une nouvelle financière importante est arrivée de Madrid. Le nouveau ministre des finances, M. Alexandre Castro, a déclaré à la chambre qu'il retirait le projet de loi sur l'anticipation de l'impôt, il a réuni le concours des députés pour les mesures qui leur seraient soumises dans le but d'améliorer la situation du trésor espagnol.

Une correspondance de New-York signale l'effet profond produit aux Etats-Unis par les derniers votes de la chambre des représentants de Washington relativement à l'abolition de l'esclavage. C'est aux législateurs locaux que revient maintenant le soin de compléter l'œuvre que le congrès a pour sa part terminée. Il faut, pour arriver à l'abolition de cette institution odieuse, que les législatures de chaque Etat sanctionnent à des majorités déterminées par la loi, et il est nécessaire que 27 Etats se déclarent en sa faveur avant que cette mesure, qui abolit définitivement l'institution de l'esclavage, entre de plein droit dans la constitution. On pense d'ailleurs que malgré un certain nombre de résistances, ce grand résultat pourra être obtenu avant la fin de l'année 1865.

(Bulletin du 26 février.)

Les projets de loi portant fixation du budget ordinaire et du budget extraordinaire pour 1865, avec les exposés des motifs et les pièces à l'appui, viennent d'être distribués aux grands corps de l'Etat. Le projet de loi sur les suppléments de crédit de l'exercice 1865 est également distribué.

M. Lincoln a publié un compte-rendu de la conférence qu'il a eue à Hampton Road avec les commissaires du Sud. Il déclare que les confédérés ne veulent pas céder sur la question de l'indépendance, et que, de leur côté, il s'est refusé à négocier d'autres conditions que le rétablissement de l'Union et l'abolition de l'esclavage. En face de ces prétentions inévitables, la conférence a dû être rompue sans qu'aucun pas eût été fait dans la voie de la pacification. Ces nouvelles ont été accueillies à Richmond par des démonstrations belliqueuses. Un grand meeting a rejeté avec indignation les propositions fédérales, et adopté des résolutions en faveur de la continuation de la guerre. La reprise des hostilités n'est pas, du reste, fait attendre. Les courriers nous apportent la nouvelle des progrès de Sherman et signalent en même temps des engagements en Virginie. Les derniers combats ne semblent pas avoir tourné à l'avantage de Grant, qui a renoncé dans ses lignes après avoir essuyé des pertes. Ce général a conclu avec les confédérés un cartel d'échange aux conditions de soldat contre soldat, officier contre officier.

On écrit de Turin le 23 février, que le roi Victor-Emmanuel est arrivé dans cette ville. Il est reçu par la population et par les sociétés ouvrières. La garde nationale, et la population ont partout accueilli Sa Majesté par des acclamations enthousiastes. Le roi a assisté au défilé de la garde nationale au milieu d'applaudissements vifs et prolongés.

(Bulletin du 26 février.)

La résolution gémérisée prise par le royaume d'Espagne paraît avoir excité dans la Peninsule un mouvement patriotique, et les journaux de Madrid annoncent que partout des offres spontanées sont adressées au gouvernement pour venir en aide au trésor public.

Le roi Victor-Emmanuel, s'étant rendu au théâtre pendant la soirée du 23, a été salué par la population de Turin des mêmes acclamations enthousiastes que l'avaient accueillies à son arrivée dans cette ville.

Comme M. Lincoln l'avait fait à Washington, M. Jefferson Davis s'adresse au congrès confédéré une communication relative à l'entrevue à Hampton Road. Ce document porte que le président des Etats-Unis a relégué aisément de principes en considération une demande d'armistice et de reconnaître l'indépendance de la confédération ou d'un Etat quelconque y appartenant, et que la seule concession qu'il n'aurait faite était la promesse d'observer la constitution en cette partie de droit d'insurrection à lui confier par la constitution des Etats-Unis. Le rapport de M. Davis a produit une vive surexcitation dans le Sud, où les idées belliqueuses paraissent avoir repris toute leur influence.

Le maréchal des Etats-Unis pour le district de New York a dû se rendre à Montreal, dans le Canada, pour y prendre charge d'une douzaine d'individus impliqués dans les coups de main sur les propriétés américaines et dont les autorités canadiennes ont accordé l'extradition.

(Bulletin du 26 février.)

Dans la chambre des communes d'Angleterre, M. Hennessey a proposé une motion portant que l'assemblée vœuille avec regret la diminution de la population irlandaise et qu'elle s'empresse d'appuyer le gouvernement de la reine dans ses efforts pour tenter de développer le travail en Irlande. Il a proposé une adresse à la Reine sur la base de cette résolution. M. Gladstone a répondu qu'il était impossible d'adhérer aux demandes de M. Hennessey et qu'il ne pouvait lui donner la moindre espérance. A propos d'une interpellation sur la guerre entre le Brésil et Montevideo, M. Taylor a déclaré que le gouvernement britannique n'avait aucune intention de se mêler à ce conflit.

La chambre des députés italienne a commencé dans la séance du 24 février la discussion du projet concernant l'extension du code pénal à la Toscane et l'abolition de la peine de mort.

Le gouvernement ottoman vient d'inaugurer un système d'écoles publiques ouvertes à toutes les classes de la population indigène.

(3) Le Messager donne plus haut son premier extrait de cet Exposé.

